

RAPPORT N°2024/5-05
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024

OBJET : AOO – PROJET DE REHABILITATION DE L'UTEP DE BELLEPIERRE A SAINT DENIS– ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES –
LOT N°1 : MISSIONS CONTROLEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE,
LOT N°2 : CONTROLEUR TECHNIQUE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

La présente opération s'inscrit dans le cadre des Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable des communes de Saint-Denis, de Sainte-Marie, de Sainte-Suzanne et des diagnostics des délégataires.

La CINOR doit réaliser dans le cadre de son programme d'investissement la réhabilitation de la Station de traitement de Bellepierre.

Dans ce contexte, la CINOR est accompagnée d'un groupement d'entreprise pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage. Il sera associé avec un Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé et un Contrôleur de travaux.

Lot N°1 : Mission de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé

Le coordonnateur de sécurité assiste directement le Maître d'Ouvrage dans les formalités que celui-ci doit accomplir. Il veille à ce que les principes généraux de prévention énoncés aux articles L4121-1 à L4121-5 du Code du Travail soient respectés.

Le CSPS assure la coordination de la sécurité et de la santé avec les autres activités sur les accès et le lieu des travaux.

LOT N°2 : Mission de Contrôleur de travaux :

Le contrôleur de travaux assiste directement le Maître d'Ouvrage dans les formalités que celui-ci doit accomplir. Il veille à finaliser le choix des modes opératoires et constructifs sur toutes les activités de construction.

Les procédures de consultation en vue de la passation de ces marchés se sont déroulées dans les conditions suivantes :

- Procédure : appel d'offres ouvert européen (publication BOAMP et JOUE).
- Allotissement, Désignation, Délai et Coût prévisionnel :

DCE	Intitulé	Délai de travaux	Montant (€ HT)
LOT 1	Missions CSPS	80 mois	490 000,00
LOT 2	Missions CT	80 mois	490 000,00
TOTAL €HT			980 000,00

- Type de marché : Prestations Intellectuelles
- Avis de marché transmis pour publication le 24 aout 2024
- Date limite de remise des offres fixée au 26 juillet 2024 à 12h00

Il a été procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

LOT N°1 : MISSIONS CSPS	
CANDIDAT	MONTANT DE L'OFFRE HT (€)
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	112 480,00 €
SARL PREVENTIO	91 150,00 €

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-05-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

LOT N°2 : MISSIONS CT	
CANDIDAT	MONTANT DE L'OFFRE HT (€)
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	147 100,00 €

Après avoir constaté que l'ensemble des candidats avaient remis les pièces de candidatures requises et après examen des capacités professionnelles, techniques et financières, la commission d'appel d'offres en date du 09 octobre 2024 a agréé l'ensemble des candidats.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres en séance du 09 octobre 2024 a attribué les lots 1 et 2 aux prestataires ayant présenté les offres les plus économiquement avantageuses au vu des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique 50% et le prix 50%).

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'Eau de la CINOR en section investissement : Chapitre 23.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

-Approuver les pièces constitutives du marché « Projet de réhabilitation de l'UTEP de Bellepierre à Saint Denis – Attribution de prestations Intellectuelles Lot n° 1 : CSPS et le Lot n°2 : CT ».

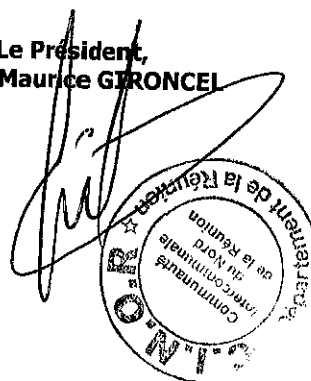
-M'autoriser à signer les marchés de travaux précités, avec les prestataires retenus par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 09 octobre 2024 :

- Pour le lot n°1, avec l'entreprise SARL PREVENTIO – Offre de base pour un montant de 91 150,00 €HT.
- Pour le lot n°2, avec l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION- Offre de base pour un montant de 147 100,00 €HT.

- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, pour chacun des lots, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GERONCEI



**DECISION N°2024/5-05
du bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

**OBJET : AOO – PROJET DE REHABILITATION DE L'UTEP DE BELLEPIERRE A SAINT DENIS– ATTRIBUTION
DU MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES –
LOT N°1 : MISSIONS CONTROLEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE,
LOT N°2 : CONTROLEUR TECHNIQUE**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-05-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n°2024/5-05 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Projet de réhabilitation de l'UTEP de Bellepierre à Saint Denis- Attribution du marché de Prestations Intellectuelles – Lot n° 1 : CSPP et LE Lot n°2 : CT ».

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer les marchés de travaux précités, avec les prestataires retenus par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 09 octobre 2024

- Pour le lot n°1, avec l'entreprise SARL PREVENTIO – Offre de base pour un montant de 91 150,00 €HT.
- Pour le lot n°2, avec l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION– Offre de base pour un montant de 147 100,00 €HT.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016.

Nombre de votants : 10
Suffrages exprimés : 10
Vote pour : 10
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

C.I.N.O.R.
* Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion *
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-05-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024